

APPEL URGENT DES SYNDICATS PALESTINIENS

METTEZ FIN À TOUTE COMPLICITÉ, ARRÊTEZ D'ARMER ISRAËL

Le 16 octobre 2023

Israël a exigé que 1,1 million de Palestiniens évacuent la moitié nord de Gaza, tout en les soumettant à des bombardements constants. Cette mesure impitoyable s'inscrit dans le cadre du plan d'Israël, qui bénéficie du soutien indéfectible et de la participation active des États-Unis et de la majorité des États européens, visant à perpétuer des massacres odieux et sans précédent contre les 2,3 millions de Palestiniens de Gaza et à procéder à un nettoyage ethnique de la région. Depuis samedi, Israël a bombardé Gaza de manière aveugle et intensive et a coupé le carburant, l'électricité, l'eau, la nourriture et les fournitures médicales. Israël a tué plus de 2 700 Palestiniens, dont 614 enfants, rasant des quartiers entiers, éliminant des familles entières et blessant plus de 10 000 personnes. Certains experts en droit international ont commencé à mettre en garde contre les actes génocidaires d'Israël.

Par ailleurs, le gouvernement israélien d'extrême droite a distribué plus de 10 000 fusils à des colons extrémistes en Palestine de 1948 et en Cisjordanie occupée, afin de faciliter l'escalade des attaques et des pogroms contre les Palestiniens. Les actions, les massacres et la rhétorique d'Israël indiquent son intention de mettre en œuvre la seconde Nakba promise depuis longtemps, en expulsant autant de Palestiniens que possible et en créant un «nouveau Moyen-Orient» dans lequel les Palestiniens vivent perpétuellement soumis.

La réponse des États occidentaux a été un soutien complet et total à l'État d'Israël, sans même un clin d'œil au droit international. Cela a amplifié l'impunité d'Israël, lui donnant carte blanche pour mener sa guerre génocidaire sans limite. Au-delà du soutien diplomatique, les États occidentaux fournissent de l'armement à Israël et avalisent les activités des entreprises d'armement israéliennes à l'intérieur de leurs frontières.

Alors qu'Israël intensifie sa campagne militaire, les syndicats palestiniens appellent leurs homologues internationaux et toutes les personnes de conscience à mettre fin à toute forme de complicité avec les crimes d'Israël, en cessant de toute urgence le commerce d'armes avec Israël, ainsi que tout financement et toute recherche militaire. C'est maintenant qu'il faut agir - des vies palestiniennes sont en jeu.

Cette situation urgente et génocidaire ne peut être évitée que par une augmentation massive de la solidarité mondiale avec le peuple de Palestine et qui peut freiner la machine de guerre israélienne. Nous avons besoin que vous agissiez immédiatement - où que vous soyez dans le monde - pour empêcher l'armement de l'État israélien et des entreprises impliquées dans l'infrastructure du blocus. Nous nous inspirons des mobilisations antérieures des syndicats en Italie, en Afrique du Sud et aux États-Unis, ainsi que des mobilisations internationales similaires contre l'invasion italienne de l'Éthiopie dans les années 1930, contre la dictature fasciste au Chili dans les années 1970 et ailleurs, où la solidarité mondiale a limité l'ampleur de la brutalité coloniale.

Nous appelons les syndicats des secteurs concernés à :

- Refuser de fabriquer des armes destinées à Israël.
- Refuser de transporter des armes vers Israël.
- Adopter des motions à cet effet au sein de leur syndicat.
- Prendre des mesures contre les entreprises complices qui participent à la mise en œuvre du siège brutal et illégal d'Israël, en particulier si elles ont des contrats avec votre institution.
- Faire pression sur les gouvernements pour qu'ils cessent tout commerce militaire avec Israël et, dans le cas des États-Unis, qu'ils cessent de le financer.

Nous lançons cet appel alors que nous assistons à des tentatives d'interdiction et de réduction au silence de toutes les formes de solidarité avec le peuple palestinien.

Nous vous demandons de vous exprimer et d'agir face à l'injustice, comme les syndicats l'ont fait historiquement. Nous lançons cet appel car nous sommes convaincus que la lutte pour la justice et la libération de la Palestine n'est pas seulement une lutte déterminée au niveau régional et mondial. C'est un levier pour la libération de tous les peuples dépossédés et exploités du monde.

Contactez-nous pour vous impliquer

workersinpalestine@gmail.com | X [Twitter]: Workerspales1 | Insta: workersinpalestine

Fédération générale des syndicats palestiniens, Gaza (Syndicat général des travailleurs des services publics et du commerce, Syndicat général des travailleurs municipaux, Syndicat général des travailleurs d'école maternelle, Syndicat général des travailleurs de la pétrochimie, Syndicat général des travailleurs agricoles, Union des Comités des Femmes Palestiniennes, Syndicat général des travailleurs de la presse et de l'imprimerie) **Fédération générale des syndicats palestiniens (PGFTU) ; Syndicat général des enseignants palestiniens ; Syndicat Générale des Femmes Palestiniennes ; Syndicat Générale des Ingénieurs Palestiniens ; Association des comptables palestiniens ; Fédération des associations professionnelles** (Association dentaire de Palestine – Centre de Jérusalem, Association pharmaceutique palestinienne – Centre de Jérusalem, Association Médicale – Centre de Jérusalem, Association des Ingénieurs – Centre de Jérusalem, Association des ingénieurs agronomes – Centre de Jérusalem, Syndicat des vétérinaires – Filiale de Jérusalem) **Syndicat des journalistes palestiniens ; Association des avocats Palestiniens ; Association des infirmières et sage-femmes palestiniennes ; Syndicat des travailleurs d'écoles maternelles ; Syndicat des travailleurs des services postaux palestinien ; Fédération des syndicats d'enseignants et d'employés des universités palestiniennes ; Fédération Générale des Syndicats Indépendants, Palestine ; Nouvelle Fédération des syndicats palestiniens ; Syndicat général des écrivains palestiniens ; Syndicat des entrepreneurs palestiniens ; Fédération des syndicats de professionnels de la santé ; Syndicat palestinien des psychologues et des travailleurs sociaux**

Depuis le lendemain du 7 octobre, Gaza est sous les bombes. Sous prétexte de briser le Hamas et de venger ses victimes civiles, le gouvernement Israélien a annoncé un déploiement de troupes sur l'enclave Palestinienne. Il s'agit en réalité pour lui de s'emparer de la moitié nord de la bande de Gaza, en massacrant et en faisant fuir un million de Gazaouis vers le sud. Cette guerre est profondément asymétrique. D'un côté, une prison à ciel ouvert où s'entassent 2.3 millions de personnes. De l'autre, une puissance coloniale armée et financée, entre autres, par les États-Unis et la France.

Ce 24 octobre, Emmanuel Macron s'est rendu à Tel-Aviv pour réaffirmer son indéfectible soutien politique au repris de justice Netanyahu et à son gouvernement d'extrême droite. Il a même proposé que la coalition internationale contre Daesh combatte également le Hamas, avec toutes les implications, y compris françaises, que cela suppose.

Mais ce soutien est également matériel : de 2013 à 2022, la France a vendu pour 207,6 millions d'euros d'armement à Israël. Au moins deux grandes entreprises françaises, Thalès et Safran, vendent des armes à Israël, et se rendent ainsi, de même que le pouvoir qui encourage ces ventes, complices des crimes de guerre Israéliens. Depuis le 7 octobre, les cours boursiers de Thalès montent en flèche. Ces armes servent à massacrer les populations Palestiniennes dans l'enclave de Gaza sous les bombes et à raser la ville de Gaza bien sûr. Mais aussi en Cisjordanie où des armes sont distribuées massivement aux colons, qui multiplient les meurtres et déplacements de Palestiniens, avec le soutien de l'armée.



Soutenons l'appel des syndicats palestiniens

Plus de 30 syndicats palestiniens ont lancé le 16 octobre l'appel « Stop Arming Israël ». Dans ce texte, ils appellent les syndicats à l'échelle internationale à :

- Refuser de fabriquer des armes destinées à Israël.
- Refuser de transporter des armes vers Israël.
- Adopter des motions à cet effet au sein de leur syndicat.
- Prendre des mesures contre les entreprises complices qui participent à la mise en œuvre du siège brutal et illégal d'Israël, en particulier si elles ont des contrats avec leur institution.
- Faire pression sur les gouvernements pour qu'ils cessent tout commerce militaire avec Israël.

Emancipation, tendance intersyndicale est pleinement solidaire de cette campagne et va diffuser cet appel aux syndicats et syndicalistes en France, en leur proposant de prendre position et de contacter ces syndicats palestiniens pour d'autres formes de solidarité active.